

Dimensions HUMAINES

Le magazine de Coallia



HÉBERGEMENT SOCIAL
*Coallia, partenaire
incontournable
de la politique de l'asile*

ON EN PARLE

*Art-thérapie :
nourrir l'âme
pour soigner
le corps*

SUR LE TERRAIN

*Oise
actions jeunes :
le laboratoire
change d'échelle*

LE POINT SUR...

*De la rue
à la réinsertion
sociale durable
(2^e partie)*



PAGE 4
PORTRAIT

Djamel Cheridi, Directeur
de l'hébergement et du logement accompagné



PAGE 5
SUR LE TERRAIN

Oise actions jeunes :
Le laboratoire change d'échelle



PAGE 6
SUR LE TERRAIN

Une lingerie hi-tech
à l'Ehpad La Garenne



PAGE 7
SUR LE TERRAIN

Unité territoriale insertion
logement : une maison géante
contre les accidents domestiques



PAGES 8 ET 9
ON EN PARLE

Art-thérapie : nourrir l'âme
pour soigner le corps



PAGE 10
LE POINT SUR...

De la rue à la réinsertion sociale
durable (2^e partie)



PAGE 11
LES PETITES GAZETTES

La gazette Amaryllis : la vie
en pages



PAGE 12
EN IMAGES

Traitement de Bara : livraison
d'une première résidence sociale



La toute nouvelle résidence sociale Hayeps, à Montreuil, l'un des sites de desserrement du foyer de travailleurs migrants Bara. Maîtrise d'ouvrage : Coallia Habitat ; architecte : Stera architecture ; entreprise : Bati-Rénov.

Plan de traitement des foyers : au carrefour du bâti et de l'humain

Les images à découvrir en dernière page de ce magazine ont une portée que l'on ne soupçonne pas à première vue. Elles présentent la toute première résidence engageant le traitement de l'emblématique foyer Bara, à Montreuil. Ce projet, mené en coopération avec la Ville, l'Etat et le bailleur social Antin Résidences (groupe Arcade), trouve enfin une voie de concrétisation.

Symbolique de notre engagement dans le traitement des foyers de travailleurs migrants (nous y aurons consacré entre 2015 et 2020 plus de 222 millions d'euros), cette opération n'est évidemment pas terminée, mais nous avons réalisé ce que tous nos prédécesseurs ont préparé : poser la première pierre. Il faudra, comme nous nous y efforçons après chaque démolition-reconstruction, veiller à l'accompagnement de nos résidents dans leur nouvelle résidence sociale et avec de nouveaux modes de vie.

En 2016, Coallia poursuivra la mission qu'elle s'est donnée de fermer les cuisines commerciales et autres activités illégales que nous ne pouvons pas accompagner vers le droit commun (coiffeurs, tisaneries, tailleurs...). Ce travail d'alignement de nos établissements sur la citoyenneté posera également la question des 64 salles de prière installées dans les foyers qui spécialisent l'occupation de nos salles polyvalentes. Une réflexion sur l'espace des cultes dans la laïcité doit être menée afin de nous aider à promouvoir, chez nos résidents, des modes de vie citoyens intégrables à nos standards républicains. Cette année, cela s'engagera notamment avec l'élection des comités de résidents *via* un accord-cadre signé avec la Ville de Paris que nous étendrons probablement à nos autres sites, la formation des conseils de concertation et le travail quotidien d'éducation que nous assurons, avec plus de cinquante ans d'expérience en la matière.



Franck Calderini, Directeur général

NB : l'auteur du reportage photo réalisé à Châtillon pour le dernier numéro de Dimensions Humaines est Patricia Marais.

Dimensions HUMAINES - Le magazine de Coallia - ISSN : 2431-7055

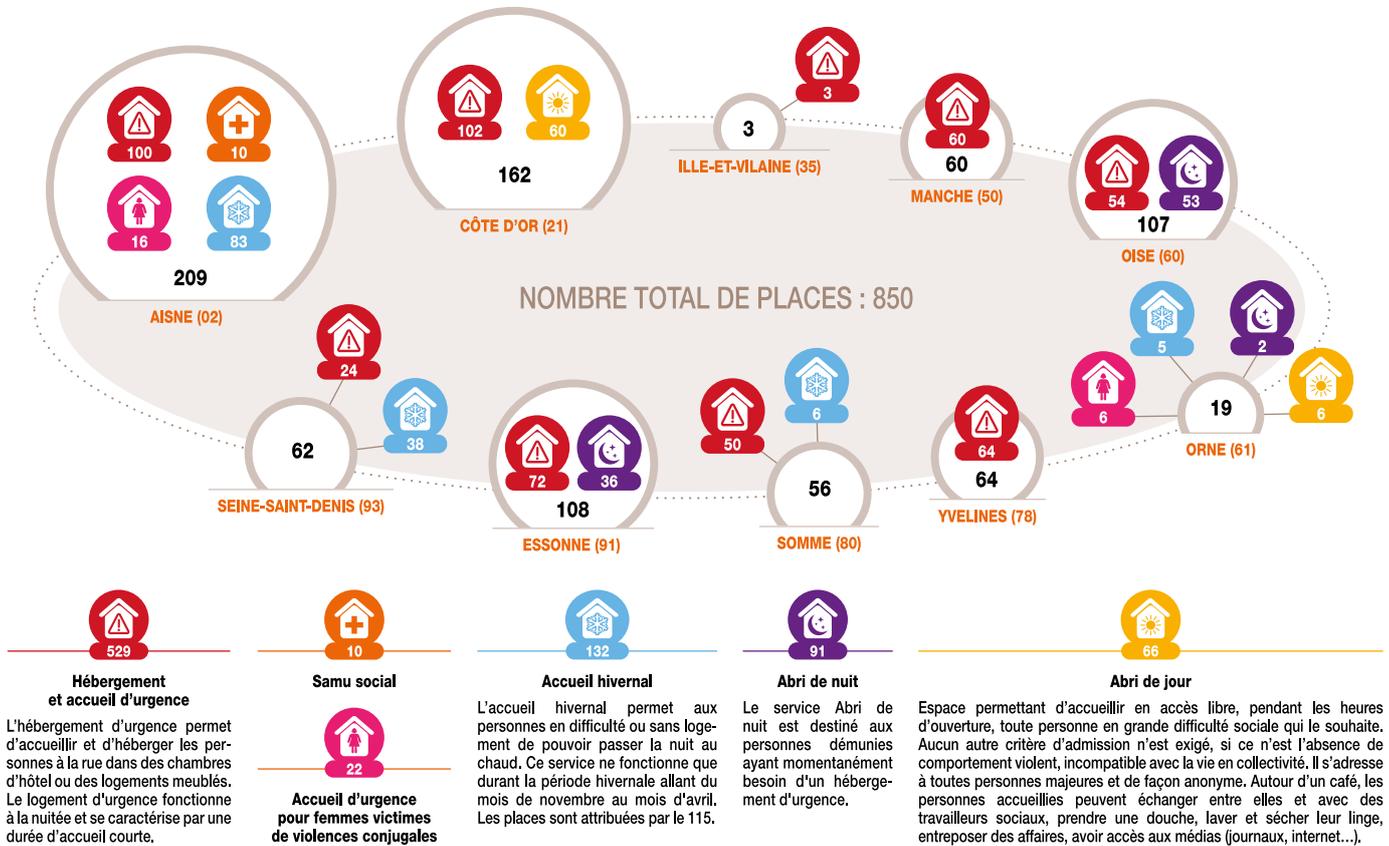
Directeur de publication : Franck Calderini - **Responsable de rédaction** : Deborah Poulvelarie
Ont participé à ce numéro : Yolande Blondé, Sandrine Crapez, Olivier Delporte-Fontaine, Emmanuel Dupas,
Christelle Efligenir, Eric Nicaise, Mokhtaria Ressous, Fatimata Sall et Camille Scheidel.

Imprimée à 3600 exemplaires par l'imprimerie des Eaux Claires (38) - **Création graphique et mise en pages** : www.caramel-et-paprika.fr
Contact : La Lettre de Coallia - 16-18 cour Saint Eloi 75592 Paris cedex 12
Tél. 01 53 46 38 13 - Fax 01 53 46 39 00 - courriel : lalettre@coallia.org

HÉBERGEMENT SOCIAL

L'accueil d'urgence chez Coallia

En cette période de trêve hivernale, voici une vision d'ensemble des dispositifs d'urgence gérés par Coallia pour accueillir, héberger et accompagner vers l'insertion les personnes en grande précarité dans plusieurs départements.



ACTUALITÉS

PARIS (75)

Un potager dans Paris

Tout près de la station Olympiades dans le 13^e arrondissement de Paris, la pension de famille Tolbiac a créé son jardin partagé, résultat d'une concertation avec les résidents. Grâce à un partenariat avec *Unicités* pour une journée de solidarité des salariés de Bouygues, nous avons conçu, avec les résidents, ce carré potager ainsi que du mobilier de jardin, un compost et un nichoir à oiseaux.

En tissant du lien entre les résidents, le jardinage peut aider à briser l'isolement tout en sensibilisant les usagers à l'environnement et au geste éco-citoyen. En prime, nous récolterons épinards, oignons, radis, framboises et cassis.

Afin de pérenniser et développer ce jardin, une subvention "objectif solidarité" de 1500 € nous a été accordée par la Mutualité. Elle financera en partie l'animation de l'atelier par un animateur spécialisé de l'association *Débrouille compagnie*.

Laissons maintenant le jardin s'endormir tout l'hiver et retrouvons-nous dès le printemps pour la cueillette.

Mokhtaria Ressous
Travailleur social



SUR LE WEB

Coallia soleil : un site et un intranet

Début janvier 2016, Coallia Soleil a mis en ligne son site internet et son extranet. Pensé dans une volonté de faciliter la mise en commun et le partage des documents conçus et utilisés par les collaborateurs des associations membres du réseau, l'extranet est une base documentaire partagée. Vous y trouverez plus de 80 documents à visée opérationnelle portant sur l'ensemble des fonctions d'une association : des documents pratiques (livret d'accueil, fiches emploi repères, cahier des charges maîtrise d'ouvrage immobilière, etc.), des guides méthodologiques, des mementos juridiques et des études et analyses (partage de pratiques d'accompagnement en pension de famille, etc.). Pour les consulter, rendez-vous sur www.coallia-soleil.org.





2 décembre 2015 : Djamel Cheridi reçoit l'ordre national du Mérite des mains de sa marraine Marie Gaffet, Cheffe de projet au sein de la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement.

HÉBERGEMENT SOCIAL

Djamel Cheridi

“Ma plus grande satisfaction professionnelle, je l'ai trouvée auprès des réfugiés Kosovars”

En décembre dernier, Djamel Cheridi, Directeur de l'hébergement et du logement accompagné de Coallia, recevait les insignes de Chevalier dans l'ordre national du Mérite. Cette distinction vient récompenser un parcours professionnel au service de l'accompagnement des personnes en difficulté, notamment celles dont la trajectoire de vie a été marquée par les migrations. L'occasion de revenir sur ce parcours atypique et d'évoquer les chantiers à venir.

Deux expériences fondatrices d'un parcours inattendu

En 1998, lorsque Djamel Cheridi pousse les portes du foyer de Sevran en Seine-Saint-Denis, rien ne préfigurait la naissance d'une vocation. Ce jeune docteur en sciences juridiques et politiques, incollable sur l'œuvre de Lénine, attendait un poste dans la recherche ou l'enseignement supérieur. Pour patienter, il décroche une mission de 6 mois proposée par l'Aftam⁽¹⁾ au cours de laquelle il va découvrir le monde des foyers de travailleurs migrants (FTM) qu'il ne connaît pas encore.

Son travail consiste à diagnostiquer les besoins en accompagnement social et, notamment, d'accès aux dispositifs de droit commun des résidents de trois FTM à Sevran, Aubervilliers et Aulnay-Sous-Bois. *“J'ai toujours aimé décrypter les mécanismes sociaux et l'interaction entre les différents facteurs pour comprendre comment les choses se construisent”* admet-il. C'est cette propension, largement éprouvée lors de l'écriture de son mémoire sur l'édification de l'URSS puis de sa thèse sur la société algérienne entre 1962 et 1988, doublée d'une infinie curiosité, qui lui permettront de mener à bien sa mission.

1999, c'est aussi l'époque où la guerre en Yougoslavie fait rage. Deux semaines après la remise de son rapport sur les FTM, Djamel est recontacté par l'Aftam pour se voir confier la coordination d'un centre d'hébergement accueillant quinze familles kosovares à Livry-Gargan (93). Ni demandeurs d'asile, ni réfugiées, ces personnes sont accueillies “à titre humanitaire”.

Epaulé par une équipe de deux travailleurs sociaux et autant d'interprètes, Djamel aura la charge de l'accompagnement de ces familles au statut particulier. Des responsabilités délicates : *“je n'y connaissais rien, mais on m'a fait confiance, ce qui m'a donné l'envie de réussir. Cette mission fut un enrichissement total, la satisfaction la plus importante de toute ma carrière”*.

Ces deux premières expériences chez Coallia jettent les bases d'une vocation et d'une spécialisation enrichie sur d'autres terrains. En Seine-Maritime, dans le Val-d'Oise et au siège social où Djamel Cheridi n'aura de cesse de proposer des solutions, concevoir des projets et accompagner notamment des créations de places d'hébergement et de centres d'accueil pour demandeurs d'asile. Et puis bien sûr apprendre et partager, toujours.

Questionner les modes d'intégration et incorporer la notion de réfugié climatique au droit d'asile

Sa vision, héritée du contact auprès des publics, le mène à questionner plus globalement les modes d'intégration des populations. *“Le PTFTM⁽²⁾ initié en 1997 a permis de belles avancées. Pour autant, les efforts doivent être poursuivis pour en finir avec les formes d'habitat spécifique destinées à loger uniquement des personnes immigrées. Il faut arriver à un habitat banalisé c'est-à-dire accessible à toute personne défavorisée quelle qu'elle soit.”*

Interrogé sur les évolutions du secteur de l'asile pour lequel Djamel est d'ailleurs reconnu pour son expertise et pour avoir, à ce titre, participé aux récents travaux ministériels sur la réforme, il rappelle que la crise migratoire actuelle n'est pas nouvelle. *“Au regard de l'objet social de notre association, nous devons apporter des réponses dépassionnées et structurées. Coallia est aujourd'hui un opérateur de premier plan sur le premier accueil des demandeurs d'asile et notre mission, c'est aussi mettre nos savoir-faire au service de la collectivité, dans la création de ces nombreuses places d'hébergement en si peu de temps. C'est ce que nous faisons via les appels à projets auxquels nous répondons. Plus généralement, l'une des questions essentielles à laquelle il faudra répondre est la manière d'appréhender les migrations dues au dérèglement climatique. Cette dimension est encore absente du cadre existant du droit et de la convention de Genève. La réflexion sur l'extension de la notion d'asile à des situations autres que l'asile traditionnel, est inéluctable”*.

Le travail de Djamel Cheridi a toujours été marqué par une approche professionnelle teintée du pragmatisme et de l'humanisme acquis au contact du public et c'est toujours très humblement qu'il partage son savoir et ses succès : *“la qualité d'un manager c'est de faire grandir, valoriser le travail et les qualités de ses collaborateurs. Mon parcours ainsi que mon souhait d'évoluer au sein de Coallia doit beaucoup aux rencontres que j'ai pu y faire”* expliquait-il en recevant le ruban bleu.

Fatimata Sall
Chargée de communication

⁽¹⁾ L'Aftam est devenue Coallia en 2012 - ⁽²⁾ PTFTM : plan de traitement des foyers de travailleurs migrants.



Nathëlle Bricaut, Intervenante d'action sociale, en entretien avec Marie-France, résidente.



PORTRAIT D'UNE RÉSIDENTE

Marie-France Nogbou est entrée à Oise action jeunes en décembre 2015, suite à une fin de prise en charge ASE (aide sociale à l'enfance). Elle vient de commencer une formation d'Auxiliaire de vie sociale pour travailler dans l'aide à la personne et prépare également le concours d'aide-soignante. Un petit contrat qu'elle effectue chaque week-end en maison de retraite l'aide à boucler son budget.

PROMOTION SOCIALE

Oise actions jeunes : Le laboratoire change d'échelle

Alors que le chômage des jeunes se maintient à un taux préoccupant et que les financements des dispositifs sociaux poursuivent leur plan de rigueur, un dispositif picard obtient, dans le strict respect des contraintes, des résultats plus que probants. Voici Oise actions jeunes présenté par sa Directrice, Sandrine Crapez, et Eric Nicaise, Directeur de l'unité territoriale de l'Oise.

En quoi consiste le dispositif Oise action jeunes ?

Sandrine Crapez : "C'est un dispositif d'insertion sociale et professionnelle des 18-30 ans sans repères et sans emploi, via l'accompagnement et le logement. Nous l'avons lancé à Noyon et Compiègne il y a plus de 20 ans et, depuis 2015, nous l'étendons à tout le département."

Qu'a-t-il de particulier ?

S.C. : "Nous accueillons les jeunes sans conditions de ressources, même s'ils nous doivent une redevance mensuelle. En contrepartie, il faut être volontaire et motivé, c'est essentiel. Nous refusons l'assistanat et misons sur l'autonomie et la responsabilisation. Nous imposons pour cela deux entretiens individuels et une lettre de motivation. Puis nous élaborons avec le jeune un projet personnalisé qui tient compte de ses attentes et besoins, projet validé avec les partenaires (mission locale, service pénitencier d'insertion et de probation, Conseil départemental et autres associations) et adapté tous les 1 à 3 mois."

Quel est votre public ?

S.C. : "Ce sont les jeunes les plus éloignés de l'emploi et du logement, avec un parcours souvent semé d'embûches. Le profil est comparable à celui d'un CHRS* : niveau scolaire relativement faible (67%), pas d'expérience professionnelle (52%), décohabitation familiale (86%), passé judiciaire (14%), et certains sont issus de la protection de l'enfance (28%). La grande majorité arrive sans ressources (73%) et sans emploi (92%)."

Qu'est-ce qui fait votre succès ?

S.C. : "C'est la richesse et la solidité du partenariat d'abord. Les financeurs (l'Etat, le Conseil départemental, le Fonds interministériel de prévention de la délinquance et les mairies de Noyon et de Compiègne) nous soutiennent, année après année. C'est ensuite la force du collectif, avec des visites, des forums, des informations collectives, et puis le suivi post-sortie de 4 mois pour les jeunes qui s'installent en logement autonome. Cela leur permet de s'installer dans un climat de sécurité, de consolider leur parcours et de prévenir d'éventuels échecs liés à une méconnaissance des dispositifs de droit commun. Et bien sûr l'importance de l'accompagnement personnalisé et global. C'est ainsi que, pour un budget réduit (15€/jour/personne), nous obtenons des résultats largement positifs."

Eric Nicaise : "J'ajoute à cela le choix d'une organisation aux dimensions familiales (15 jeunes pour un travailleur social) et un fonctionnement très décentralisé, laissant beaucoup de marge de manœuvre aux travailleurs sociaux."

Quel impact aura, en 2016, l'extension au département ?

S.C. : "Nous signerons bientôt une convention avec le Conseil départemental, pour accompagner 15 à 30 jeunes supplémentaires sous contrat "jeunes majeurs", ainsi qu'une convention avec un bailleur social qui viendra diversifier encore les possibilités de logement à la sortie, avec des appartements en colocation."

Pourquoi développer ce dispositif précisément ?

E. N. : "Au plan humain, nous devons permettre à ceux qui n'ont manifestement jamais eu de première chance de démarrer correctement dans la vie. L'insertion sociale et professionnelle des jeunes est une action à « haute valeur ajoutée » avec un taux de réussite très élevé (plus de 50% de sorties positives) pour un investissement relativement modeste et des temps d'accompagnement assez courts (9 mois en moyenne). Enfin, le besoin actuel est énorme et les structures performantes peu nombreuses. L'évolution prévisible de la société (perte de repères, affaiblissement de la structure familiale...) amène à penser que le besoin d'accompagnement de jeunes ne faiblira pas."

Déborah Poulvelarie,
Responsable communication

APRÈS LA SORTIE, L'AUTONOMIE

Chaque année Oise action jeunes accueille une soixantaine de jeunes sur 2 sites (Noyon et Compiègne).

En 2015, sur les 34 jeunes sortis après un séjour moyen de 9 mois, 53% ont trouvé un emploi, 41% ont trouvé un logement et 72% avaient des ressources.

* Centre d'hébergement et de réinsertion sociale.



Côté sale, on lutte contre la contamination (à gauche les tuyaux bleus de la centrale de dilution).



Côté propre, on prend soin du linge pour le rendre propre, parfumé et repassé aux résidents.

LA GRANDE PAROISSE (77)

Une lingerie hi-tech à l'Ehpad* La Garenne

Jonglant avec des dizaines de kilos de linge propre et sale tous les jours, les lingères assurent un rôle clef dans la bonne tenue d'un Ehpad. Avec le concours d'experts, les voilà à la tête de véritables laboratoires de traitement du linge ! Exemple avec la toute première lingerie "hi-tech" de Coallia, à l'Ehpad La Garenne de la Grande-Paroisse (Seine-et-Marne).

Traiter avec soin les vêtements, leur valeur sentimentale et leurs propriétaires...

Elle a choisi une tenue de travail orange vif, "plus facile à identifier pour les collègues et les résidents". Et effectivement Josiane Terrasson, Lingère de l'Ehpad La Garenne, gagne à être identifiée. Seule à son poste, c'est elle qui assure la propreté de tous les vêtements des résidents mais aussi des couvertures, dessus de lits, rideaux, nappes et linge de nettoyage. Le reste (draps et serviettes ou "linge plat" et tenues de travail du personnel) est sous-traité. "En Ehpad, les vêtements sont souvent des cadeaux de la famille, les résidents y sont donc très attachés et nous préférons en assurer l'entretien nous-mêmes. Je lave et repasse ces vêtements avec soin puis je les distribue. C'est l'occasion de discuter, d'assurer une présence quotidienne... Je reprise aussi les vêtements des résidents qui n'ont pas de famille pour s'en occuper."

... et avec vigueur, les risques de contamination

Voilà pour la dimension humaine du métier. Essentielle mais pas unique : être lingère en Ehpad, c'est avoir conscience d'enjeux sanitaires majeurs. "Comme dans tous les établissements médicalisés, les problématiques de contamination sont omniprésentes. Pour laver du linge, il ne suffit pas de le mettre en machine. Les normes sont très strictes : ne pas mélan-

ger le linge de nettoyage et le linge de corps, ne pas dépasser un certain délai (72 heures) pour le laver, ne pas croiser le flux de linge sale et de linge propre..." explique Nathalie Zede, Déléguée nationale services pour les établissements médico-sociaux de Coallia. Des contraintes hélas pas toujours applicables dans les locaux anciens de certains sites. "Suite à plusieurs chantiers d'Ehpad, nous avons capitalisé nos expériences avec l'équipe de la maîtrise d'ouvrage et le constructeur de travaux et, lors de la reconstruction de l'Ehpad La Garenne, avec Sonia Vast, la Directrice, nous avons réalisé, enfin, notre première vraie belle lingerie."

Une vraie belle lingerie, c'est donc un double espace, où le linge entre sale d'un côté (blouse, gants, lavage des mains obligatoire et sacs hydrosolubles pour le linge souillé) et ressort propre de l'autre, grâce à des machines aseptiques à double ouverture. Les lavettes et bandeaux de lavage au sol ont, bien sûr, leur machine attitrée et ne doivent pas croiser les pyjamas, jupes et chemisiers. Les bacs à fond remontant, machines rehausées, paniers ergonomiques et tige de fer à repasser télescopique préservent le dos de la lingère qui manipule tout de même plusieurs dizaines de kilos de linge par jour.

Trésor de technologie, la centrale de dilution dispense à partir de flacons de produit concentré la juste dose de produit de lavage directement dans les lave-linge.

"Je ne savais pas que le traitement du linge demandait un laboratoire !" C'est Jocelyn Bailly, Directeur opérationnel médico-social pour les personnes âgées qui le dit. C'est maintenant un fait, et les lingères de Coallia ont désormais leurs réunions et leur formation interne. "Cette formation m'a beaucoup apporté, notamment la certitude que mes exigences en matière d'hygiène étaient fondées, ça me permet d'être plus rigoureuse auprès de mes collègues", témoigne Josiane Terrasson. "Moi qui suis passionnée du linge, j'ai ainsi le plaisir de fournir aux résidents des vêtements impeccables. Même âgé ou malade, on a le droit d'être présentable et même élégant".

D.P.

RABC ET MARCHÉ EN AVANT

Visitée par l'agence régionale de santé en décembre 2015, l'Ehpad La Garenne a fait forte impression avec sa lingerie.

S'inspirant de la norme RABC (analyse des risques et maîtrise de la bio-contamination) et pratiquant la méthode de la "marche en avant" (ne jamais se faire croiser linge propre et linge sale), utilisant au mieux les produits de lavage (écolabellisés) grâce à une centrale de dilution, cette nouvelle génération de lingeries sera maintenant présente dans toutes les nouvelles résidences médico-sociales de Coallia.

* Ehpad : établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.



Des jeux de société pour la théorie...



... et des mises en situation pour la pratique.

MONTREUIL (93)

Unité territoriale insertion logement : une maison géante contre les accidents domestiques

Chargée de l'accompagnement de plus de 1000 familles vers et dans le logement, l'unité territoriale Insertion logement doit s'assurer du bon usage des appartements. Une mission qui inclut la sécurité de ses occupants et qui peut prendre des formes diverses. Exemple avec la maison géante, exposée en novembre à Montreuil.

Une chaise de deux mètres de haut, une cuisinière immense, un fer à repasser surdimensionné... Bienvenue dans la maison géante où, l'espace d'une visite, vous retrouvez les échelles de vos trois ans et redécouvrez les dangers que cache votre maison. Les meubles géants sensibilisent le visiteur qui peut ensuite, au cours de différents ateliers, explorer les risques et apprendre à les prévenir.

Accompagner dans le logement c'est aussi sensibiliser aux règles élémentaires de sécurité

C'est par le jeu que l'équipe de l'unité territoriale Insertion logement a choisi de sensibiliser ses bénéficiaires aux accidents domestiques. «*De nombreuses familles, lors de nos visites à domicile, nous interpellaient sur des questions liées à l'usage de leur logement et la sécurité. Ces questions sont au cœur de l'accompagnement que nous proposons, d'autant que plus des trois quarts des ménages que nous suivons ont des enfants et qu'il s'agit presque toujours de leur premier logement. Or les accidents domestiques sont, en France, la première cause de mortalité chez les jeunes enfants*», explique Eloïse Schotte, Assistante de service social. «*Cette exposition s'inscrit dans le cadre du projet «En sécurité chez moi»,*

né du constat de plusieurs intervenants de l'équipe de la nécessité d'une prévention efficace chez les familles que nous suivons. En effet, des accidents domestiques se sont produits chez certaines d'entre elles».

Que faire en cas d'ingestion de produit toxique, que faire si mon enfant s'étouffe ?

Plus qu'une prise de conscience, l'exposition offre aussi les moyens d'agir : formation aux premiers gestes de secours avec un pompier formateur, atelier «*Constitution d'une trousse à pharmacie*» animé par des infirmières... et pense aussi aux premiers intéressés : jeux de société sur les accidents domestiques, animations pour les enfants, projections de courts métrages...

Pour Kevin Comby, pompier formateur, l'intervention allait de soi : «*Il est primordial de s'informer. On oublie assez vite les gestes de premiers secours, il faut donc faire régulièrement des piqures de rappel. Beaucoup de jeunes mamans ont fait l'effort de venir s'informer, c'est très positif*». Une nécessité aussi pour Natacha, jeune maman venue découvrir l'exposition dès le matin : «*Cette journée a été extrêmement bénéfique ! Je sais maintenant mieux identifier les risques et comment réagir en cas d'accident.* »

Rendue possible grâce à un financement de la Fondation de France, à la MACIF qui a fait un don de 200 détecteurs de fumée, et à la mairie de Montreuil qui a prêté la salle des fêtes, cette exposition est une belle réussite : en une seule journée, une centaine de personnes ont fait le déplacement.

Camille Scheidel
Assistante de communication

L'UNITÉ TERRITORIALE INSERTION LOGEMENT

Basée à Montreuil, l'UT insertion logement regroupe 63 salariés et intervient dans toute l'Ile-de-France dans le cadre des dispositifs Solibail (intermédiation locative) et Accompagnement vers et dans le logement.

Son public regroupe familles monoparentales en recherche d'un logement durable, résidents de nos foyers ou résidences sociales ou encore habitants d'immeubles vétustes en cours de relogement.

A ce jour, l'équipe suit plus de 1000 familles. Depuis 2010, elle a assuré le relogement de plus de 700 ménages.



Christian Sénéchal, Directeur du Centre national de danse-thérapie de Montréal, livre son expérience outre-Atlantique.



Mise en pratique.

MÉDICO-SOCIAL

Art-thérapie : nourrir l'âme pour soigner le corps

Comment l'intégration de l'art-thérapie dans les modes d'accompagnement mis en œuvre par Coallia favorise-t-elle la dynamique bien-traitante ? Ce fut le fil rouge des échanges de la journée organisée le 7 octobre dernier par Coallia au Foyer d'accueil médicalisé de Bures-Morainvilliers (78). A partir de différentes expérimentations mises en œuvre depuis 2012, il s'agissait de réunir les directeurs, un médecin-coordonnateur d'Ehpad, les professionnels art-thérapeutes ou ceux utilisant un support de médiation artistique dans leurs établissements afin d'ouvrir une deuxième étape dans l'intégration de l'art-thérapie comme vecteur de bien-traitance dans le projet d'accompagnement global de Coallia.

Cette première journée d'échanges autour de l'art-thérapie pose les bases de la phase de modélisation de la démarche, lancée il y a 4 ans à l'initiative de Yolande Blondé, Secrétaire générale, en collaboration avec le service du Développement et des produits médico-sociaux et plusieurs établissements. Une note d'opportunité au Directeur général, un questionnaire à tous les établissements, ont favorisé la volonté de l'association d'intégrer l'art-thérapie dans son projet d'accompagnement bien-traitant.

Celui-ci trouve son expression dans les différents niveaux de l'organisation depuis la conception architecturale jusqu'aux modalités d'accompagnement du quotidien à travers, notamment, le recours à des approches thérapeutiques non médicamenteuses. L'art-thérapie vient y souligner, pour tous, la place de sujet de la personne accueillie.

Les apports de trois grands témoins que sont Christian Sénéchal, Directeur du Centre national de danse-thérapie de Montréal, France Schott-Billmann, danse-thérapeute, créatrice de l'Atelier du geste rythmé et Édith Lecourt, professeur émérite, ancienne responsable du Master art-thérapie à l'université Paris Descartes, ont nourri la réflexion des participants, favorisé le partage d'outils comme le besoin de penser globalement cette mise en œuvre. Tous ont

validé les apports étonnants de l'art-thérapie tant pour les résidents que dans la dynamique institutionnelle.

Musique, danse, arts-plastiques, théâtre...

... toutes les disciplines artistiques s'adaptent à cette méthode thérapeutique très structurée, aussi nommée médiation. L'art-thérapie utilise le processus de création artistique comme une méthode thérapeutique qui peut s'adapter à toutes les formes d'expression artistique. Toutes ces disciplines sont utilisées dans nos établissements accueillant des personnes en situation de handicap psychique, atteintes de troubles neuro-dégénératifs ou encore simplement en perte d'autonomie. Comme le rappelait France Schott-Billmann au cours de son intervention, *"la danse n'a pas de contre-indications, elle est accessible à tous. La régularité d'une pulsation est inscrite en chacun de nous et chacun peut danser avec sa mobilité"*.

L'art-thérapie mobilise l'intelligence émotionnelle, ouvre les possibilités de créativité personnelle. Elle permet d'engager le dialogue, d'agir sur la communication, la relation avec les résidents, les familles et toutes les parties prenantes des structures d'accueil. Elle recrée des espaces de confiance en soi, une image valorisée des personnes accueillies.

Asseoir une dynamique globale à travers la professionnalisation des équipes

Certains établissements médico-sociaux gérés par Coallia sont dotés d'un quart ou d'un mi-temps d'art-thérapeute. Pour aller plus loin dans la démarche et professionnaliser davantage les interventions, un rapprochement entre Coallia et l'université Paris Descartes favorise l'accueil de stagiaires de l'université. Ce partenariat s'approfondira par la formation de salariés à un diplôme universitaire d'art-thérapeute (voir ci-contre).

L'ambition pour Coallia est d'installer durablement ces pratiques. Elles sont intégrées depuis 4 ans dans les nouveaux projets de création d'établissement. Comme le souligne Paul Le Cam, Directeur opérationnel médico-social handicap, *"la bien-traitance, n'est pas d'accueillir ponctuellement des ateliers d'art-thérapie mais bien d'avoir des art-thérapeutes qui inscrivent leurs savoirs faire et être dans une dynamique collective"*.

Cela passe également par une sensibilisation des partenaires financeurs. Un groupe de travail se met en place, une journée professionnelle se tiendra en 2016.

INTERVIEW

Edith Lecourt, Professeur émérite de psychologie clinique et psychopathologie, ancienne Responsable du master Art-thérapie à l'université Paris Descartes.



Si elle fait appel aux émotions profondes des personnes accompagnées, l'art-thérapie n'en est pas moins une discipline universitaire à part entière, s'appuyant sur des supports académiques et des recherches scientifiques pointues. C'est pour permettre aux professionnels de l'association d'appréhender leur métier dans ce cadre structuré, qu'un partenariat entre Coallia et l'université Paris Descartes a été lancé.

Comment ce partenariat est-il né ?

Ce partenariat est né d'une rencontre en 2012 peu après la création du master Sorbonne Paris cité arts thérapies. J'ai été contactée par Yolande Blondé, Secrétaire générale de Coallia, puis par Paul Le Cam, Directeur opérationnel médico-social personnes handicapées. Nous avons pensé dès ce moment à l'apport de stagiaires du master dans les établissements Coallia avec le projet d'une implantation progressive des arts-thérapies au sein de ces mêmes établissements. Une rencontre a également été organisée avec Christian Sénéchal, Directeur du Centre national de danse-thérapie de Montréal, dans le cadre d'une étude managériale sur l'art-thérapie. Ces rencontres se sont renouvelées depuis

avec, notamment, des présentations des premières réalisations (apports de stagiaires et embauches d'arts-thérapeutes). L'originalité de ce partenariat, c'est qu'il s'appuie non seulement sur l'intérêt des arts-thérapies pour les personnes accueillies, mais aussi son incidence sur le fonctionnement institutionnel.

Quel est le contenu de la formation ? Quels sont les prérequis pour y accéder ?

La formation d'arts-thérapies comporte quatre masters spécialisés dans les quatre grands domaines des arts-thérapies : musicothérapie, drama-thérapie, arts plastiques thérapie, danse-thérapie. Ce master reçoit des étudiants en formation initiale et aussi des professionnels en formation continue. C'est un master "professionnel et recherche", il donne un titre professionnel et prépare ceux qui le désirent à poursuivre la recherche vers le doctorat des arts-thérapies. Il se fait sur deux années (700 heures de cours et 500 heures de stage au total). Les pré-requis sont : une licence sciences humaines (ou équivalence en médecine, école des beaux-arts, conservatoire), une formation et une pratique artistique actuelle, une

expérience préalable dans les domaines de la santé, de l'éducation ou du social.

Vous êtes à l'origine de la création de ce diplôme. Comment définiriez-vous le métier d'art-thérapeute ?

Le métier d'art-thérapeute est une spécialité, à l'intérieur des métiers d'aide et de soin, qui s'est développée sur le plan international. L'art-thérapeute n'est pas un animateur, ni un psychothérapeute, ni encore un professeur d'art. C'est un artiste qui partage son engagement artistique dans une relation d'aide à laquelle il a été spécialement formé. Il intervient dans trois domaines, l'éducatif, le social, le soin, dans les situations de difficulté, de handicap, de souffrance, pour offrir une modalité d'expression des émotions, créer une ouverture et un développement du potentiel créatif propre à chacun. Son implication artistique dans la relation à l'autre est son principal outil. L'art-thérapeute utilise et crée des dispositifs précis d'intervention adaptés aux situations rencontrées. Il travaille avec les équipes et rend compte de l'évolution sous la forme de bilan spécialisé.

INTERVIEW

Clara Giunta, Plasticienne et art-thérapeute

Clara Giunta anime, depuis l'ouverture de l'établissement en 2013, un atelier d'art-thérapie au sein du centre d'accueil de jour alzheimer *La vie en mauve*, situé dans le 13^e arrondissement de Paris.

Comment intervenez-vous auprès des bénéficiaires ?

J'interviens au cours de séances d'une heure se déroulant toujours dans un cadre sécurisant et identique. Ma méthode est libre ou semi-dirigée : il s'agit de prises en charges individualisées en groupe. Chacun est libre de créer ce qui lui vient à l'esprit à son rythme et avec les outils qu'il aime pour développer un univers singulier. Bien sûr, je m'adapte à l'état présent du bénéficiaire, je l'accompagne dans la recherche de sa voie, je l'écoute. Quelque fois je peux donner un thème ou proposer de réaliser des œuvres collectives. Mais ce qui compte, c'est le processus et non l'objet terminé. En préalable, le bénéficiaire est toujours volontaire pour qu'il puisse lâcher prise. Je propose donc une séance découverte sur demande à l'occasion de laquelle le bénéficiaire peut obser-

ver et faire ses premières expérimentations plastiques. C'est au fil des séances que le lien se tisse et que des objectifs personnalisés se posent ainsi que le moyen de les atteindre.

Quels sont les bienfaits des séances d'art-thérapie auprès des participants ?

L'atelier révèle des capacités méconnues ou oubliées. Le participant se sent revalorisé et exister à nouveau. C'est une façon pour lui de s'exprimer et de communiquer autrement. Souvent les séances donnent lieu à l'évocation d'anciens souvenirs qui stimulent aussi la mémoire. La canalisation de l'attention, de la concentration, la stimulation du raisonnement apportent beaucoup. Mais avant tout, il se fait plaisir. Détente, apaisement, bien-être favorisent la diminution de l'angoisse, de l'anxiété et de la dépression. L'artiste-bénéficiaire se ressource grâce à une stimulation sensorielle agréable, travaille le geste sur la motricité fine ce qui est essentiel quant au maintien de l'autonomie. Par ailleurs, grâce au travail en groupe, un lien se recrée avec soi-même et se renoue avec les autres.



Comment consignez-vous ces observations et les échangez-vous avec le reste de l'équipe ?

Je me sers de certains outils de travail, comme les synthèses psycho-artistiques, les projets d'accompagnement personnalisés autour desquels nous échangeons en équipe pendant les réunions et les temps d'échanges informels. Des fiches d'observation me permettent aussi de faire une synthèse grâce à laquelle je peux suivre l'évolution des bénéficiaires sur plusieurs séances.



PHOTO : SYLVAIN FRAPPAT

Maraude du service de Samu Social Coallia à Soissons (Aisne).

ACCUEIL DES SANS-ABRI

De la rue à la réinsertion sociale durable (2^e partie)

Dans le dernier *Dimensions humaines*, j'évoquais la population hétérogène que représentent les sans-abri. Je vous propose maintenant d'aborder la question psychique afin d'esquisser une première définition.

Une fragilité psychologique initiale ?

On entend souvent que certaines personnes ont choisi le vagabondage, la rue, la criminalité. Qu'en est-il réellement ?

Marie, rencontrée dans un accueil de jour du Val-d'Oise, 35 ans, 10 ans de rue, déclare avoir subi des violences par le beau-père de sa famille d'accueil lorsqu'elle était bébé. Jean affirme que son père alcoolique le battait. Une grande partie des sans-abri a vécu une enfance chaotique et éprouvé des difficultés relationnelles avec la famille ou un conjoint. Mais pourquoi cela les a-t-il menés à la rue ? Est-ce dû à un problème socio-économique, psychopathologique, ou les deux réunis ? Il est difficile de répondre de façon affirmative mais on peut esquisser des hypothèses provenant de plusieurs sources.

L'anthropologue et psychanalyste Patrick Declerck⁽¹⁾ pense que *"la pauvreté et l'exclusion sociale sont insuffisantes à rendre compte de leur existence. L'histoire de ces sujets, quel que soit leur milieu social, fait généralement apparaître une psychopathologie personnelle lourde, doublée d'une pathologie familiale importante. L'enfance en particulier, a souvent été marquée par des traumatismes graves"*⁽²⁾.

Le médecin du pôle santé d'un hôpital de la région parisienne déclare qu'environ 60 % des sans-abri qu'il reçoit sont psychotiques ou proches de la psychose, soit *"en dehors d'une réalité sociétale, institutionnelle"*.

La psychiatre Sylvie Quesemand Zucca, qui a longtemps travaillé au Samu Social, dévoile dans son livre *Je vous salis ma rue* que beaucoup ne *"s'autorisent pas le droit*

de réussir" et remarque que *"les contentieux familiaux sont souvent lourds"*.

Pour Patrick Declerck, ces personnes, dotées d'une fragilité initiale et d'une faible estime de soi, se mettraient en échec de façon inconsciente. En témoigne notamment la perte de papiers, récurrente au moment d'une possibilité de réinsertion, selon lui un acte manqué.

On retrouve également dans l'analyse de l'Insee deux origines particulièrement récurrentes dans les histoires personnelles et familiales et événements sociaux qui conduisent à la rue : *"les difficultés ou ruptures survenues durant l'enfance (28 % des personnes déclarent avoir subi des mauvais traitements contre 8,5 % dans la population générale, 20 % avoir été placées en institution ou en famille d'accueil contre 2 % en population générale) et des problèmes personnels de santé"*.

Enfin, *Le livre blanc de l'accompagnement social* édité en 2012 par la Fnars, remarque que *"au-delà de leur situation socio-économique problématique, les personnes en situation d'exclusion ont souvent une histoire personnelle jalonnée de ruptures dans l'enfance ou à l'âge adulte, de violences physiques et psychologiques, d'échecs, de difficultés personnelles et professionnelles, qui les ont isolées socialement et ont laminé peu à peu l'estime qu'elles ont d'elles-mêmes"*⁽³⁾.

L'idée reçue est donc fautive : personne ne choisit la rue ! Les personnes peuvent se désocialiser progressivement et rapidement. Mais qu'est-ce que la désocialisation ?

Essai d'une définition

Selon la définition de Patrick Declerck au sujet des grands exclus, *"la désocialisation est un ensemble de comportements et de mécanismes psychiques pour lesquels le sujet se détourne du réel et de ses vicissitudes pour chercher une satisfaction, ou au minimum un apaisement, dans un aménagement du pire"*⁽⁴⁾.

L'individu se situe alors dans une exclusion sociale, perdant peu à peu des repères sociaux, avec une difficulté à repérer les différents systèmes administratifs, une perte de repères temporels et spatiaux. Elle génère une disqualification sociale amenant progressivement le sans-abri chez les grands exclus chroniques, ceux que vous pouvez croiser par exemple assis sur le trottoir ou sur une bouche d'aération.

Bien sûr, ces conditions de vie sont risquées et, comme nous le verrons dans le prochain numéro, lourdes de conséquences pour celui qui les subit.

Olivier Delporte Fontaine, Travailleur social,
CHRS l'Élan, Osny (Val-d'Oise)

⁽¹⁾ Patrick Declerck est docteur en anthropologie à l'École des hautes études en sciences sociales, psychanalyste et philosophe. Il a notamment travaillé pendant 15 ans au Centre d'accueil et de soins hospitaliers de Nanterre pour les sans-abri. Le livre *Les Naufragés* retrace ses observations ethnologiques et psychopathologiques sur les sans-abri, pour pour lesquelles il s'est fait passer pour l'un d'eux.

⁽²⁾ P. Declerck, *Les Naufragés*, p. 286, Terre Humaine chez Plon, 2001.

⁽³⁾ Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS), *Le livre Blanc de l'accompagnement social*, Ivry-sur-Seine, Les éditions de l'Atelier, 2011, p. 19.

⁽⁴⁾ P. Declerck, *Les Naufragés*, op. cit., p. 286.



Assia, Liliane et Laurence aux fourneaux.

AULNAY-SOUS-BOIS (93)

La gazette Amaryllis : la vie mise en pages

La gazette Amaryllis fêtera en mars 2016 son dixième numéro. Dédiée à l'activité du foyer d'accueil médicalisé Amaryllis d'Aulnay-sous-Bois, elle a, depuis 2013, trouvé toute sa place auprès des équipes, des résidents, de leur famille et des partenaires, dans un format riche et vivant.

La gazette Amaryllis doit sa paternité à mon prédécesseur, Fabrice Lançon, qui n'en aura connu que les prémices puisque directeur intérimaire. Le premier numéro est sorti en mars 2013. Ce journal est le fruit du travail de notre animatrice Assia Kachour pour qui *"étymologiquement, animation vient du latin «animare», donner la vie. De manière générale, l'animation c'est un ensemble de moyens et méthodes pour faire participer activement les membres d'une collectivité à la vie de groupe. La gazette en est non seulement l'un des support mais le reflet véritable de la vie de la résidence Amaryllis"*.

La gazette Amaryllis est aujourd'hui incontournable tant pour les résidents que leur famille. Média par essence pour partager les moments de vie de notre établissement, elle sert de lien visuel et privilégié avec les parents éloignés. Elle devient alors prétexte à discussion entre parent et résident et peut rassurer les premiers sur le projet de vie de leur proche.

Notre gazette est maintenant une institution : elle permet à Dominique R. "reporter maison" de canaliser une énergie positive, d'être valorisée et de sortir de sa condition de simple résidente. Elle permet aux

talents de s'exprimer au travers des mots, comme sait le faire Marie-Agnès R. dans ses articles, ou au travers des photos prises par les uns et les autres lors des activités.

De numéro en numéro elle s'est enrichie, prenant en compte les codes des revues (rendez-vous récurrents, thématiques) pour devenir un vrai petit magazine. Nous y avons intégré les compte-rendus des conseils de la vie sociale pour plus de transparence.

La gazette est avant tout le fil de la vie. Certains salariés ont même émis des regrets (vite corrigés) de ne pas avoir eu droit à leur petit clin d'œil, preuve de la portée de cet outil de communication également en interne. C'est aussi un compte-rendu précieux pour la direction opérationnelle de Coallia afin de prendre le pouls de l'établissement.

Systématiquement envoyée à nos partenaires et financeurs (Conseil départemental, Agence régionale de santé, mairie, associations ou même candidats à l'admission dans l'établissement), la gazette fait rayonner nos métiers et nos actions sur notre territoire pour rendre compte de nos savoir-faire et savoir-être.

Partie d'une simple envie, elle fait aujourd'hui partie intégrante du travail de l'équipe d'animation. Les sujets sont partagés et enrichis en équipe et l'exercice a définitivement perdu le côté un peu scolaire de ses débuts. Je ne peux que me réjouir de l'implication des salariés, des résidents et des familles dans cette heureuse aventure... bon, assez parlé il faut que je rédige l'édito du numéro 11 !

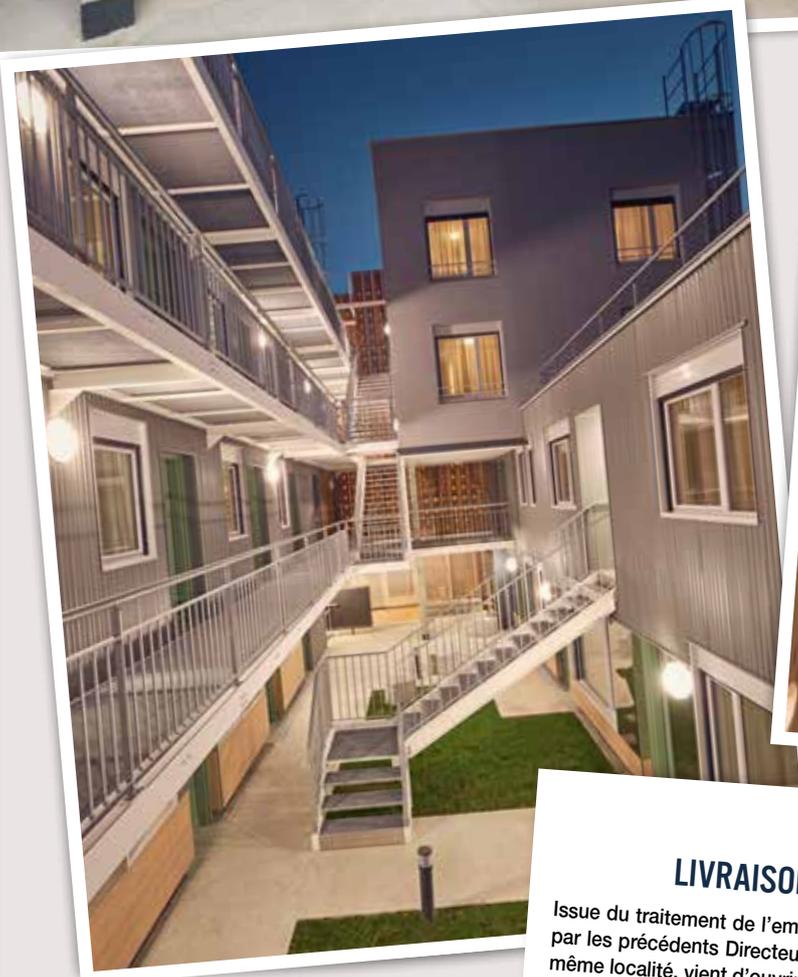
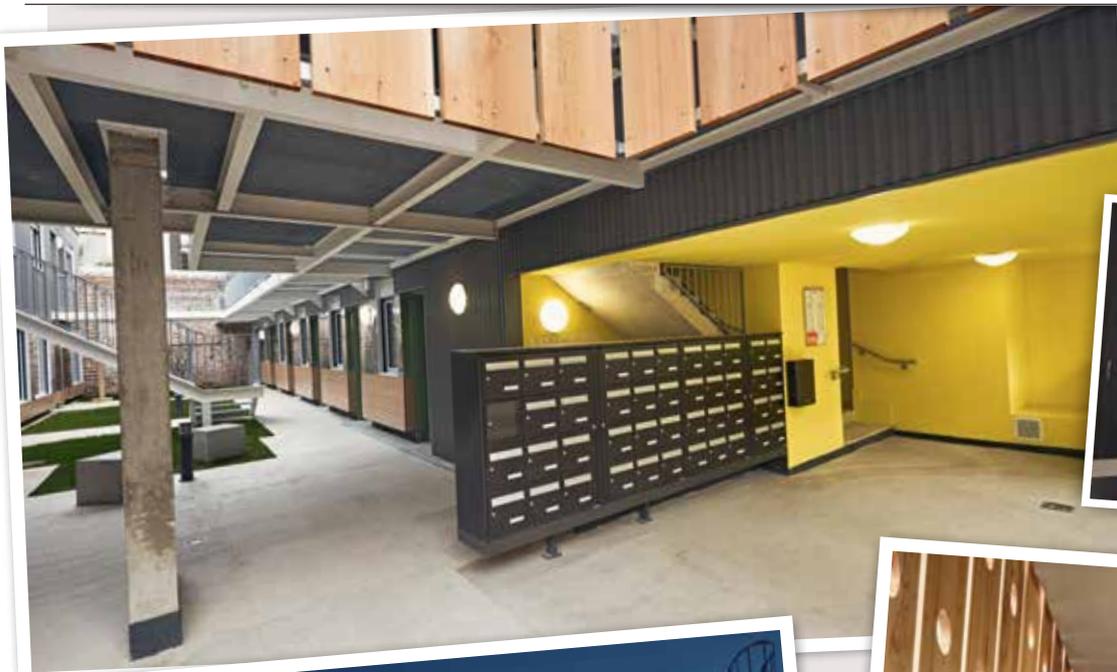
Emmanuel Dupas
Directeur du FAM Amaryllis

EN NOVEMBRE, TOUT CHOCOLAT !

"Tout chocolat", c'est le concours que notre prestataire restauration Elior organise au niveau national. La compétition s'adresse aux personnes handicapées et repose sur plusieurs critères : le goût et la présentation bien sûr, mais aussi la capacité à présenter oralement sa création.

Cette année, c'est notre résidente Liliane G. qui représentait l'établissement. Accompagnée de Laurence, notre chef cuisine Elior, et d'Assia notre animatrice, elle a présenté un gâteau irlandais menthe-chocolat, accompagné d'une crème anglaise à la menthe et d'un cookie menthe-chocolat. Un dessert qui lui a valu la troisième place et donc une médaille... pas en chocolat !

**Notre gazette est maintenant une institution.
Elle permet aux talents de s'exprimer au travers des mots.**



TRAITEMENT DE BARA : LIVRAISON D'UNE PREMIÈRE RÉSIDENCE SOCIALE

Issue du traitement de l'emblématique foyer de travailleurs migrants Bara à Montreuil (93), initié par les précédents Directeurs de Coallia, la nouvelle résidence sociale Hayeps, implantée sur la même localité, vient d'ouvrir ses portes à quarante-deux résidents.

Après 18 mois de démolition-reconstruction sous la maîtrise d'ouvrage de Coallia Habitat, en lieu et place d'un ancien centre de formation dont Coallia est propriétaire, se dresse aujourd'hui une résidence sociale de trois étages abritant des logements individuels, autonomes, entièrement meublés et s'intégrant parfaitement au tissu pavillonnaire.

La qualité du bâtiment a été soignée : façade en bois et matériaux de qualité, pour un coût global de 3 157 569 euros HT. La résidence sociale Hayeps est ainsi le premier site de desserrement achevé dans le cadre du plan de traitement du foyer de travailleurs migrants de la rue Bara.

Pour mémoire, ce projet avait fait l'objet en février 2013 d'un protocole d'engagement signé par l'État, la Ville de Montreuil, l'UESL*, la CILPI*, Antin Résidences et Coallia. Le texte faisait état, diagnostic social à l'appui, de la nécessité de mobiliser plusieurs sites pour reconstituer la capacité d'accueil évaluée à 500 logements. La résidence sociale Hayeps, premier ensemble de ce projet ambitieux, sera inaugurée le 15 mars prochain.

* UESL : Union des entreprises et des salariés pour le logement
CILPI : Commission interministérielle pour le logement des populations immigrées